

Les carnets du **137** préventeur

Octobre 2014

MENSUEL D'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ, LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL



Formation

**Former les collaborateurs c'est augmenter
la valeur de l'entreprise !**

6

Risques particuliers

Eugène... dis-nous où ça nous gêne... !

8

Risques chimiques

Traqueurs de CMR

11

Risques particuliers

**Le conseiller en prévention,
la sureté et le terrorisme ?**

21

Libre opinion

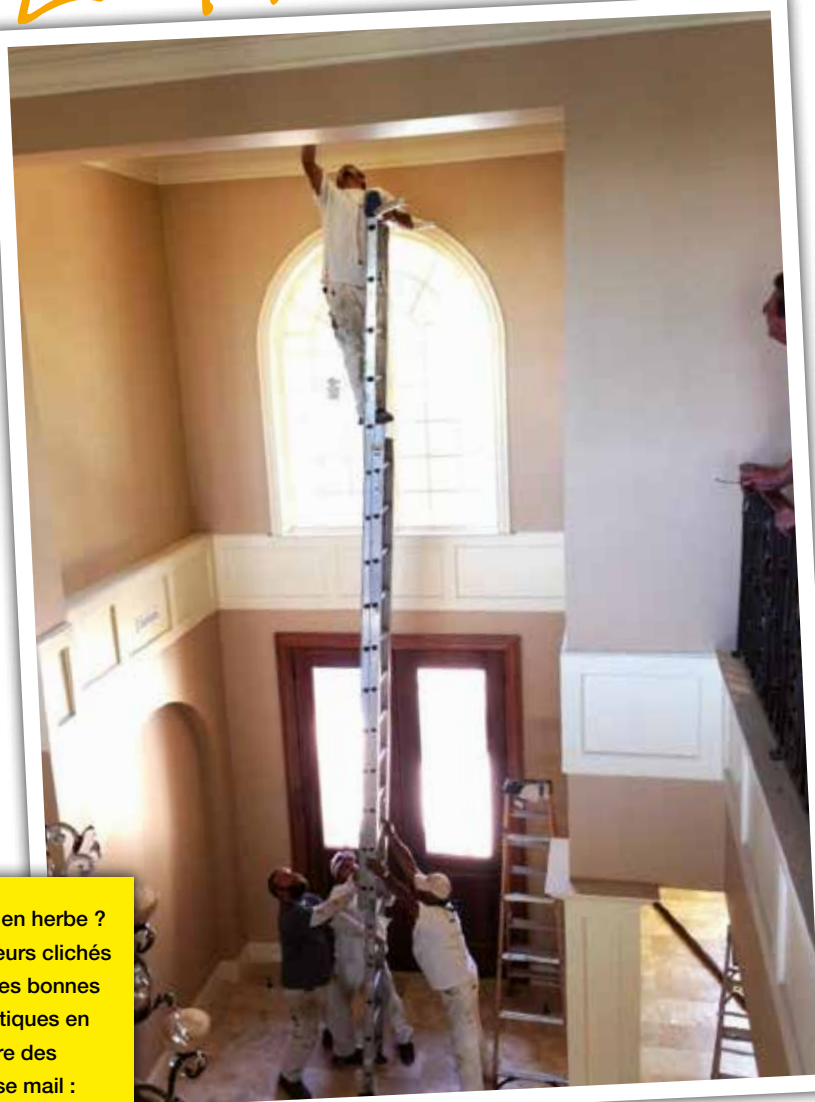
Déplacer les murs...

25

Dossier

Pour une entreprise plus durable ...

La photo du mois



Vous êtes photographe en herbe ?
Envoyez-nous vos meilleurs clichés
numériques illustrant des bonnes
ou des mauvaises pratiques en
matière de bien-être des
travailleurs à l'adresse mail :
lescarnets@vidyas.be
Ils seront peut-être publiés ici.

Un haut degré de collaboration



Les Carnets du préventeur sont édités par Vidyas scrl fs, organisme de formation et d'information sur la santé, la sécurité et le bien-être au travail. www.lesCarnets.be

N° 137 • Octobre 2014 • Mensuel • 10 numéros par an • Ne paraît pas en juillet et décembre • Bureau de dépôt: Bruxelles X. **Tirage** : 1500 exemplaires • Vendu uniquement par abonnement • Prix pour 10 numéros: 136€ (HTVA 6%) • 3 mois à l'essai: 39€ (HTVA 6%) • Abonnements : demandez un formulaire par mail à lescarnets@vidyas.be ou téléphonez à Vidyas pour toute info. **Vidyas scrl fs** : Parc Fleming, Fond des Més, 4 - 1348 Ottignies Louvain-la-Neuve • Tél. : 010/45 65 61 • Fax: 010/45 65 62 • e-mail : lescarnets@vidyas.be • Site web : www.lesCarnets.be. **Comité de rédaction** : Carine Henry, Bernard Deboyser, Vincent Lotin, Marc Toussaint, Marc Ubaghs. **Rédacteur en chef** : Carine Henry. **Editeur responsable** : Vincent Lotin • Parc Fleming, Fond des Més, 4 - 1348 Ottignies Louvain-la-Neuve. **Ont participé à ce N°** : Bernard Deboyser, Thierry Etienne, Carine Henry, Sylvie Rossenfosse, Vincent Lotin • **Mise en page & impression** : Denis Thiry • PERFECTO sprl, Bomal • denis@perfecto.be

Aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit sous quelle que forme que ce soit sans autorisation écrite préalable de l'éditeur. La rédaction veille toujours à la fiabilité des informations publiées, lesquelles ne sauraient toutefois engager sa responsabilité.

Avec la collaboration de



Petite histoire...

Un gamin de mes connaissances, 16 ans, sympathique, pataud, (un ado en résumé) a eu un accident de travail cet été. Enfin, de travail, c'est peut-être un terme exagéré... je vous raconte :

Ce jeune gars, s'est blessé au genou en tronçonnant des branches d'arbres. Il a eu une chance folle, de celles qui ne passent qu'une fois : une belle entaille qui s'est résolue par un passage aux urgences, une quinzaine de points de suture, des mesures de désinfection drastiques et un rappel tétanos. TOUT VA BIEN !

Alors pourquoi suis-je si en colère ?

- Il a 16 ans et utilise une tronçonneuse
- Il a 16 ans et utilise une tronçonneuse dans un endroit isolé d'un jardin
- Il a 16 ans et utilise une tronçonneuse dans un endroit isolé d'un jardin, en short et en tee-shirt

Il n'a pas de pantalon anti-coupures, pas de chaussures de sécurité, pas de visière de protection du visage, pas de vêtement à manches longues, pas de gants... Personne n'est à portée de voix, personne ne le voit...

Mais c'est un bon travailleur : il bosse, et quand l'accident arrive, il referme la blessure avec ses doigts et remonte du fond du jardin pour aller chercher du secours. Il est tellement bon travailleur qu'il revient sur ses pas car il se rend compte que la tronçonneuse tourne encore, seule, déposée sur le sol. Il va l'arrêter (pour éviter le gaspillage dit-il) puis va (enfin) chercher de l'aide. C'est un jeune, il bosse et en plus, il est consciencieux... Et heureusement pour lui, le corps met en place des processus anesthésiants qui lui permettent de ne pas s'effondrer...

Alors où sont les problèmes ?

Ce ne sera pas un accident de travail, puisqu'il travaille au noir, que les urgences traitent cela comme un accident domestique et qu'aucune assurance ne sera avertie...

Il travaille au noir, avec son père, professionnel de l'entretien de jardin de longue date et travailleur indépendant complémentaire, qui le laisse effectuer un travail dont on peut penser qu'il n'est pas adapté aux capacités physiques et mentales d'un jeune de 16 ans, et cela sans lui fournir ni formation, ni équipement professionnel minimum, ni l'encadrement nécessaire. Ou autrement dit, un parent, expert (20 ans d'expérience), plusieurs fois blessé gravement lui aussi en employant une tronçonneuse pense, pour son propre fils, qu'il n'est pas utile et nécessaire de créer et d'appliquer des mesures de prévention basiques...

C'est interpellant... Et ça me met en colère... Parce que cela montre, si besoin en était encore, à quel point « nous » sommes prompt à oublier la réflexion de base qui permettrait d'éviter ce genre d'accident. Ça s'est moins bien terminé pour Sébastien Rosso, 21 ans, mort à Liège le 17 septembre¹... et pour lui aussi, ce manque d'intelligence, toute cette indifférence, ça me met en colère...

Alors je vais vous laisser là, je vais tenter de changer ma colère en actions positives...

Carine Henry
Rédactrice en Chef

SOMMAIRE

- 2** La photo du mois
- 3** Édito
- 4** En bref... et en vrac
- 6** Formation // Former les collaborateurs c'est augmenter la valeur de l'entreprise !
- 8** Risques particuliers // Eugène... dis-nous où ça nous gêne... !
- 11** Risques chimiques // Traqueurs de CMR
- 14** Dossier // Pour une entreprise plus durable ...
- 21** Risques particuliers // Le conseiller en prévention, la sûreté et le terrorisme ?
- 25** Libre opinion // Déplacer les murs...
- 27** Les réponses à vos questions



Référence

1. <http://www.lanouvellegazette.be/1105719/article/2014-09-18/accident-de-travail-quai-kurth-a-liege-sebastien-rosso-21-ans-venait-de-quitter>



UNE NORME INTERNATIONALE POUR LES SIGNAUX AUX GRUTIERES

Quand un grutier comprend mal les signes de celui qui guide les manœuvres, le risque d'accident augmente, d'où l'importance d'établir un code des gestes de commandement normalisé. L'ISO, a publié une norme, l'ISO 16715 : *Appareil de levage à charge suspendue – Signaux de la main utilisés avec les grues*, qui édicte un ensemble de gestes universels de commandement des engins de levage, utilisables sur les chantiers de construction pour renforcer la sécurité et l'efficacité des opérations.

Avec la mondialisation des marchés de la construction, les conducteurs d'engins sont de plus en plus nombreux à travailler à l'étranger, dans des régions du monde où les signes sont différents de ceux qu'ils connaissent et utilisent chez eux. L'objectif de la norme n'est pas de remplacer les consignes de guidage conventionnelles utilisées dans chaque pays, mais d'établir un ensemble cohérent de gestes de commandement des engins de levage que devront impérativement connaître tous ceux qui travaillent sur les chantiers des grands projets multinationaux.

UN BADGE POUR L'IDENTIFICATION DES TRAVAILLEURS SUR CHANTIER



Depuis le 1^{er} octobre, les ouvriers de la construction, qu'il s'agisse de travailleurs d'entreprises belges, d'employeurs étrangers ou intérimaires, devront tous porter

un *ConstruBadge* sur les chantiers. Ce badge sera un moyen d'identification individuelle visuelle des travailleurs et pourra également servir dans le cadre de l'enregistrement électronique des présences sur les grands chantiers.

CHAUFFEURS PROFESSIONNELS : FINI L'ALCOOL AVANT DE CONDUIRE !

Dès le 1^{er} janvier 2015, les « chauffeurs professionnels » devront respecter une limite d'alcool de 0,2 pour mille. Cela concerne les chauffeurs de camions, d'autobus, de taxis, des transports scolaires, des véhicules de pompiers et des ambulances.

0,2 pour mille équivaut à une interdiction totale d'alcool avant de conduire. Une limite de 0,0 pour mille n'est en effet pas réaliste et scientifiquement impossible : des traces minimales d'alcool sont parfois présentes après avoir mangé une pomme. La limite pour les autres chauffeurs et pour les déplacements privés reste de 0,5 pour mille.

L'HYGIÈNE DES CANTINES ET CAFETERIAS ...

Un arrêté royal daté du 13 juillet relatif à l'hygiène des denrées alimentaires abroge et remplace une série d'anciens arrêtés concernant cette matière. Cette réglementation s'applique notamment à la fourniture d'aliments en entreprise, que ce soit par des distributeurs automatiques ou dans les cantines, cafeterias, etc.

L'annexe III précise les conditions portant sur les locaux d'exploitations, sur les distributeurs automatiques ainsi que sur l'hygiène du personnel.



COÛT DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX EN EUROPE : 617 MILLIARDS D'EUROS

Trop d'entreprises considèrent que la lutte contre le stress et le burnout entraîne des coûts supplémentaires. C'est faux car « *ne pas prendre en compte ces risques peut être encore plus coûteux pour les employeurs, les travailleurs et la société en général* ». En effet, comme le rappelle un rapport de l'EU-Osha (Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail), les dépressions professionnelles en Europe coûteraient 617 milliards d'euros par an, soit quatre fois le budget de l'Union européenne (151 milliards en 2014). La facture inclut le présentisme et l'absentéisme (272 milliards d'euros chaque année), la perte de productivité (242 milliards d'euros), les frais de santé (63 milliards d'euros) et les allocations pour inaptitudes (39 milliards d'euros).

Selon le document de l'agence, pour un euro investi dans la prévention du stress, c'est une économie globale de treize euros qui sera réalisée sur l'ensemble de la chaîne économique. Si les économies réalisées peuvent se matérialiser de façon relativement concrète sur un court ou moyen terme, au travers de la baisse de l'absentéisme ou l'augmentation de la productivité, ce sont surtout des économies à long terme qu'il faut attendre. Mais, souligne le rapport, le contexte économique actuel n'est pas favorable à cette réflexion sur les effets bénéfiques que pourrait avoir la prévention. « *La vie professionnelle est affectée par l'accélération générale du rythme de vie contribuant à l'intensification du travail, la contrainte des délais, le multitâche. En plus de ces changements structurels, la crise économique actuelle place une pression accrue sur les employeurs et les travailleurs pour qu'ils demeurent concurrentiels.* » Dans un contexte qui voit le stress et la pression au travail devenir un des enjeux majeurs de la prévention des risques professionnels, cette enquête devrait permettre aux préventeurs et DRH de justifier une partie de leurs actions afin de lutter contre ce type de risque.



INQUIÉTUDES CONCERNANT LES NANOPARTICULES DANS LES PRODUITS DE CONSTRUCTION

A l'inverse de ce qui se pratique dans la cosmétique et les pesticides (depuis 2013) et dans l'alimentation en 2015, la législation n'oblige pas encore les producteurs et distributeurs de produits pour la construction à déclarer la présence de nanomatériaux dans leurs produits.

Pourtant, des nanoparticules sont incorporées notamment dans des peintures dépolluantes, des conduits aérauliques, des vitres autonettoyantes, des bois lasurés ou des interrupteurs. Cette situation provoque les inquiétudes de certains toxicologues.

« *Il y a une absence d'information et suivi, notamment pour les réparateurs, les démolisseurs et les recycleurs sur la présence de nanomatériaux dans les bâtiments* » dénonce le toxicologue Alain Lombard. A l'Ineris (Institut national de l'environnement industriel et des risques), le chercheur Christophe Bressot s'est également penché sur la question des nanomatériaux.

« *Le risque se résume à une formule simple : celle de l'exposition multipliée par la toxicité. En l'absence d'exposition, le risque est donc nul. Et si la toxicité est égale à zéro, il n'y a pas de risque non plus. Dans le cas des nanomatériaux, la toxicité n'est pas claire. L'enjeu est donc de diminuer l'exposition, en particulier par inhalation puisqu'il s'agit de la voie de pénétration majeure dans les organismes* ».

Le spécialiste rappelle que toutes les particules dont la taille est inférieure à 4 micromètres atteignent les alvéoles pulmonaires. L'ensemble de la population serait donc exposé, autant les travailleurs de l'industrie, que les consommateurs d'un produit fini, que l'environnement lors de la fin de vie du produit. Là encore, le chercheur pointe du doigt l'absence de données bien renseignées sur les risques liés au contact cutané ou à l'ingestion de nanoparticules.

D'où l'inquiétude grandissante, notamment au sein des organismes syndicaux de travailleurs du bâtiment. Les syndicats demandent que le risque soit anticipé et qu'un cadre réglementaire soit bien défini, au niveau national et international, à l'image de Reach pour le risque chimique.

Former les collaborateurs c'est augmenter la valeur de l'entreprise !

**Les compétences des collaborateurs doivent être au cœur de toute bonne gestion d'entreprise.
Et les développer n'est pas chose aisée...**

La visée de base de la formation en entreprise est toujours d'améliorer les performances. Et il s'agira, dès le départ, d'esquisser le pourtour de ce qui est à former : le niveau organisationnel, individuel ou en équipe ou encore la production, le service, et bien évidemment le bien-être et la sécurité.

À cette fin, il convient d'établir un plan de formation. Celui-ci met en perspective les besoins de l'entreprise/de l'institution en terme de compétences pour les relier aux savoirs, savoir-faire et savoir-être des travailleurs.

Mettre en parallèle les besoins avec l'état actuel des compétences donne lieu à une analyse pour définir les postes, profils et individus nécessitant un effort ou un complément de formation.

[illegible]

Comme tout plan d'action, il convient de définir précisément les objectifs et attentes de chaque partie, les indicateurs de succès et de performance ainsi que l'enveloppe budgétaire en conséquence.

Pour que la réussite soit complète,
l'aspect légal et/ou obligatoire des

formations est à prendre en compte tout comme l'aval de la ligne hiérarchique et des représentants du personnel.

Voici quelques questions essentielles que vous devez vous poser afin de concevoir correctement votre plan de formation!

Besoins de l'entreprise, de l'institution, MAIS PAS QUE !

Que l'on soit Conseiller en prévention, responsable des ressources humaines, ligne hiérarchique ou employeur, un plan de formation savamment développé aura une vertu supplémentaire : Non seulement, les connaissances et compétences s'accroîtront, mais de plus, il y a de fortes chances d'améliorer la satisfaction du personnel. Avoir la possibilité de se former est valorisant, tout comme évoluer (d'ailleurs, la formation continuée et variée est un critère d'attractivité des entreprises/institutions).

A contrario, une attitude compréhensive et soutenante aura à se développer pour tous les fâchés avec les bancs d'école : suivre des cours peut rappeler de mauvais souvenirs, raviver de cuisants échecs et un sentiment d'infériorité. La peur de devoir changer est aussi un frein fréquemment rencontré.

Oublier l'envie, le dégoût ou la peur vis-à-vis de la formation pourrait rendre caduque n'importe quel plan se centrant uniquement sur les besoins et les attentes de l'employeur.

Pourquoi ?

Rappeler le contexte. Le pourquoi et la raison d'être du plan de formation.

Très important pour donner du sens à ce qui va être fait.

Définir les buts. Que veut-on obtenir en mettant en place ces formations ?

Veut-on faire une formation pour « simplement » répondre à la législation, pour réellement augmenter les compétences de ses collaborateurs ou pour les deux ?

On concrétisera donc en formulant les finalités. Elle doivent, bien-sûr, être reliées au contexte.

Quoi ?

Lister les formations. Décrire sommairement leur contenu. L'idée n'est pas d'entrer dans le détail, mais simplement comprendre de quoi il s'agit. Eventuellement les prioriser.

Pour qui ?

Définir le public cible. Qui est concerné ?

Le management, la ligne hiérarchique, les employés, les ouvriers, ou tout simplement tout le monde ?

Qui ?

Définir qui est responsable. Autrement dit : qui est le pilote ? Qui rend

les comptes ? Préciser également les autres acteurs qui peuvent intervenir (internes ou externes).

Comment ?

Quels sont les ressources à disposition : budget, équipe, temps, délais,...

Quand ?

Définir les dates de début et surtout de fin.

Planifier les éventuels prérequis et/ou succession chronologique des formations.

Lors de la planification ne pas oublier les jours fériés et éventuellement les fermetures ou grand événements de vos entreprises.

Où ?

Préciser les lieux lorsque cela est nécessaire.

Déplacer les collaborateurs demande bien souvent des efforts logistiques mais cela permet aussi de voir autre chose et cela peut s'avérer comme un véritable plus. De même, être en extérieur permet de ne pas être dérangé par ceux qui ne sont pas en formation et qui auraient tendance à faire appel à vous sachant que vous n'êtes pas loin.

Lorsque il s'agit de formation pratique, être dans son environnement de travail c'est aussi parfois la possibilité de mettre les gens en situa-



tions réelles, bien que de plus en plus de centres de formation aient développé des ateliers didactiques dans leur propres installations.

Combien ?

Fixer les critères de réussite. Ils permettent de valider le succès ou non d'une formation et de prendre une nouvelle décision en conséquence : continuer, prévoir une formation complémentaire, ...

Par qui ?

Enfin, qui va dispenser ces formations ?

Choisir un prestataire de formations ne pourra se faire qu'après avoir répondu à toutes les questions ci-avant.

Un dialogue avec ce prestataire pourra s'avérer intéressant afin de vérifier si toutes vos attentes seront rencontrées.

En cas de formations pratiques, n'hésitez pas à aller visiter les infrastructures mises à dispositions par le prestataire de formations afin de vous rendre compte des moyens mis en œuvre et du matériel mis à dispositions des apprenants.

Vincent Lotin



Centre Européen Pour la Sécurité

LA SECURITE DE TOUS EN DEPEND

Rue de la Providence 114
B - 6030 MARCHIENNE AU PONT
Tél. 071 / 31 56 46
Fax: 071 / 31 39 60
ceps.charleroi@ceps-esn.be

Rue Guillaum...

DUPONT
Jean
Date naiss. : 01/01/1961
Instructeur : Bemelen Guy

Date d'obtention : 01/07/2014
Lieu : CEPS - Seraing

>>> CARISTE - Formation

Chariot élévateur électrique
Chariot élévateur thermique

Eugène... dis-nous où ça nous gêne... !

Quel est donc notre problème avec les poubelles ? Une campagne radio nous invite actuellement à nous comporter au travail comme à la maison en ce qui concerne le tri PMC. Et si nous adaptations se parallèle entre notre poste de travail et les zones consacrées à la gestion des déchets dans l'entreprise ? S'occuper des poubelles c'est améliorer le Bien-Être au travail.



Zone « poubelles » = zone « délaissée » ?

La petite histoire :

« Il était une fois un groupe de personnes qui avaient pour nom: Personne, Quelqu'un, N'importe qui, Chacun et Tout le monde. Il y avait une petite tâche à accomplir et Tout le monde était sûr que Quelqu'un s'en acquitterait. N'importe qui aurait pu la faire, mais Personne ne s'en était chargé. Quelqu'un se fâcha car il s'agissait de la charge de Tout le monde. Chacun pensa que N'importe qui aurait pu la faire mais Personne ne réalisa que Tout le monde ne la ferait pas. Il s'en est résulté que Chacun blâma Quelqu'un, alors que Personne n'a fait la tâche que N'importe qui aurait pu réaliser. »

Très réaliste dans de nombreuses situations, cette petite histoire l'est souvent encore davantage dans les zones communes où la responsabilité individuelle n'est pas clairement engagée. Si votre table de travail est sale, tout le monde le voit... Si vous avez renversé des déchets dans une zone de tri ou de centralisation des déchets, vous ne serez pas forcément repéré...

Zone « poubelles » = zone Dangers

Et pourtant, bien souvent ces zones de triage et/ou de centralisation voir de décontamination, méritent encore plus notre attention que les postes de travail habituels des travailleurs.

De par leur nature tout d'abord : qu'il s'agisse d'une zone de tri « PMC / Verre / Papier-carton » ou de zones plus spécifiques à des déchets dangereux, de nombreux risques peuvent être présents.

Des doigts broyés ? Un pied contusionné ? La victime n'est pas toujours l'utilisateur. Ainsi ce travailleur qui discutait à proximité d'une presse à cartons, la main appuyée sur la presse. La machine était pourtant munie d'un système à doubles commandes, le marquage au sol délimitait les zones interdites, les instructions d'utilisation



et les avertissements étaient présents, mais la victime n'était pas consciente des risques.

Une opération de la cornée ? Grave brûlure à l'œil droit pour ce travailleur qui porte ses lunettes de sécurité à son poste de travail mais qui n'a pas pensé à les emporter pour verser les produits chimiques qu'il a utilisés dans les touries prévues à cet effet.

Quatorze points de suture sur la joue et l'apparition d'acouphènes ? Mauvais mélange pour ce travailleur qui a déversé un reste d'acide dans le flacon réservé aux déchets alcalins. Résultat : une explosion qui aurait pu blesser plusieurs personnes et des conséquences à vie pour la victime.



Et pourquoi ce travailleur qui sort du local « *poubelles* » est-il tout blanc et semble-t-il avoir la tête qui tourne ? Aurait-il respiré des vapeurs de solvants dans cette petite pièce non ventilée ?

Les risques liés aux agents biologiques sont aussi présents : qu'il s'agisse du personnel médical ou scientifique, qui peut se couper ou se piquer avec du matériel contaminés, ou du personnel de la station d'épuration, de nombreux travailleurs sont en contact avec des agents biologiques potentiellement



dangereux : bactéries, virus, moisissures mais également les parasites.

Pensons aussi aux dangers qui exposent les travailleurs à des conséquences moins immédiates : la radioactivité, les contaminations par les métaux lourds, les intoxications aux poussières, etc.

Dans certains cas, la mort sera au rendez-vous. Lorsque la quantité de déchets à traiter – déchets dangereux ou non – est importante, les installations sont plus conséquentes. Le travailleur qui tombe dans un équipement munis d'une vis sans fin ou un container à presse n'est hélas pas un exemple fictif.

La plupart du temps, les risques seront cumulés, qu'ils soient liés à la manipulation, au stockage ou à l'entretien du local consacré aux déchets.

Les risques d'incendie, d'explosion, de glissade ainsi que les risques électriques seront ainsi fréquemment présents, et nécessitent une analyse particulière.

Zone « poubelles » = zone libre ?

Les zones de rassemblement et /ou de traitement des déchets sont, dans certains cas, clairement délimitées et signalées et, dans d'autres cas, sont ouvertes à tous. Parfois même, il s'agit d'une installation qui encombre un couloir...

N'oublions donc pas les personnes qui peuvent se trouver dans ces zones sans être concernées directement par la manipulation des déchets : ligne hiérarchique, visiteur, personnel d'entretien ou de maintenance, conseiller en prévention, etc.

Il est indispensable d'apposer la signalisation adéquate. Si nécessaires, des mesures spécifiques



peuvent être prises pour ces personnes. Pensons, par exemple, mettre à disposition du personnel d'entretien de la sciure ou un absorbant ou mieux un absorbant neutralisant adaptés au risque qui seront très utiles en cas de renversement de liquides dangereux au cours du nettoyage.

Une place de choix dans le plan d'actions

Souvent reléguée à « *Plus Tard* » (un cousin de Tout le Monde et de Personne...), l'analyse des risques des zones dédiées à la gestion des déchets devrait faire partie des priorités en termes de Bien-Être au travail.

Un argument fréquemment invoqué est le fait qu'il ne s'agit pas d'un « *poste de travail* » à proprement dit et que les travailleurs y passent peu de temps. Et alors ?? Combien de temps faut-il pour perdre un œil ou pour glisser dans un container ?!

De plus, une bonne formation des travailleurs au sujet des déchets qu'ils produisent les informe direc-



tement sur une partie de leur travail quotidien. Un solvant, par exemple, ne devient pas volatile au moment où il s'échappe via la hotte de travail. Conscientiser les travailleurs sur les produits et matériaux avec lesquels ils travaillent est un gain pour leur activité quotidienne et peut entre autres attirer leur attention sur l'importance du port des équipements de protection individuelle.

Un détour du côté de l'environnement

En termes de Bien-Être au travail, l'environnement n'intervient que pour son impact sur la santé, la sécurité, l'hygiène, la charge psychosociale, l'ergonomie et l'embellissement des lieux de travail.

Faut-il pour autant fermer les yeux et s'isoler dans son rôle de conseiller en prévention ? Si les déchets

produits par l'entreprise ont un impact sur l'environnement au sens général, il sera très utile de se concerter avec la ou les personnes responsables de ce volet.

Une réflexion commune permettra :

- de ne pas prendre des mesures contraires aux intérêts des uns et des autres,
- d'organiser la zone de gestion des déchets de manière plus efficace, plus rapide et souvent plus économique,
- de conscientiser les différents acteurs concernés.

Faites la pub !

Créer une dynamique positive autour de la gestion des déchets dans l'établissement ne se fait pas seulement par du matériel adéquat, une bonne signalisation et des formations ci-

blées. La communication verbale sur le lieu de travail ainsi que la « promotion » via des affiches, Napo Films ou tout autre moyen sont des éléments constructifs pour l'amélioration des comportements au travail.



© www.polesantetravail.fr

Nous inspirer des éboueurs professionnels pour améliorer notre gestion des risques.

En France, d'après une étude de l'INRS, le nombre d'accidents du travail pour 1 000 salariés dans le traitement des déchets ménagers est plus de 2 fois supérieur à la moyenne nationale. Les accidents survenant dans les métiers de la collecte (1 salarié sur 8 accidentés chaque année), sont les plus graves.

Parmi les principaux risques liés à la gestion des déchets ménagers, les Carnets ont sélectionné ceux qui peuvent concerner n'importe lequel de vos travailleurs amenés à trier, manutentionner des déchets.

- Lumbago, lombalgies, parce qu'il faut porter, pousser, déplacer, soulever des charges difficiles
- Écrasement, cisaillement ou entraînement lors de l'utilisation ou de l'entretien des compacteurs, ou des presses (les presses à balles sont la principale cause d'accidents mortels)
- Coupure, brûlure, intoxication du fait de la présence d'objets coupants ou piquants, de la projection d'agents chimiques

- Inconfort par proximité de matières malodorantes ou de matières potentiellement dangereuses, dans des locaux parfois mal aérés, mal éclairés, ne bénéficiant pas de façon très courante d'un entretien adéquat.

Que peut nous apprendre la prévention des risques dans les métiers de la collecte ?

La meilleure mesure de prévention est la qualité du tri initial, le choix judicieux du conteneur, celui-ci étant équipé d'un étiquetage correct : celui-ci facilitera la décision de dépôt par l'utilisateur du déchet puis la prise en charge par le travailleur gérant ces mêmes déchets. Principale mesure de prévention pour la collecte des déchets ménagers, la fourniture d'EPI adaptés, correspondant aux risques apportés, facilement accessibles, disponibles pour chacun constituera une strate supplémentaire dans la démarche préventive. Et last but not least, la fourniture d'une tenue de travail et son entretien, la possibilité de se laver les mains, l'éventualité d'une douche ainsi qu'un entretien régulier des lieux d'entreposage assureront hygiène et santé.

<http://www.inrs.fr/accueil/secteurs/environnement/collecte-tri-traitement/dechet-menager.html>

Traqueurs de CMR

Améliorer la gestion des produits dangereux, et veiller ainsi à la santé pérenne des travailleurs est souvent un défi de taille pour le préventeur. C'est pourquoi les Carnets sont très heureux de vous présenter cette démarche de nos « confrères » alsaciens. Nous pensons que la lire c'est être édifié, la lire c'est l'adopter en l'adaptant !

Tout part de deux hommes, le docteur Jean-Michel Wendling (médecin du travail) et Laurent Mercatoris (Ingénieur en prévention des risques professionnels spécialisé dans le risque chimique), tous deux travaillant dans un service de santé au travail, l'ACST (Association de Conseil en Santé au Travail de Strasbourg).

Remarquant dans leur travail au quotidien que peu de garages ou de centres de réparations automobiles géraient efficacement les opérations avec les produits dangereux, ils décident de créer un groupe de travail incluant les professionnels du métier et les préventeurs de leur région pour centrer leurs efforts sur ce sujet.

Leur démarche est originale et s'apparente à un travail de fourmi. Retournant aux fondements même de toute démarche de prévention, ils décident de se donner comme priorité l'identification des produits contenant des CMR et de trouver des alternatives pour leur substitution. Pour ce faire, ils sollicitent ces TPE et PME (très petites et moyennes entreprises), mais également directement les fabricants afin de récolter un maximum de fiches de données de sécurité (FDS ou en anglais MSDS, Material Safety Data Sheet).

Le premier point d'alerte se situe ici : la disponibilité de l'information est tout à fait insuffisante. Beaucoup d'établissements ne pensent pas à collecter ou à conserver ces fiches qui doivent être transmises



par le fournisseur du produit. Mais la surprise ne s'arrête pas là : même présentes, ces fiches sont souvent erronées. Sur les 10.000 qu'ils ont collectées, le groupe de travail en a trouvé de nombreuses incomplètes et fausses, le pire se retrouvant parfois dans une non-déclaration du caractère CMR de certaines substances (et donc d'une non-information de l'employeur et des travailleurs du caractère toxique du produit cancérigène, mutagène, reprotoxique). D'après les auteurs de l'étude, sur la base de travaux disponibles et publiés (AST grand Lyon, ECHA), 50% seraient erronées sur différents points réglementaires. Même l'employeur le mieux intentionné se trouve là face à un obstacle majeur : comment mettre en place la prévention et l'information des travailleurs si l'information n'est pas fiable, la dangerosité sous-estimée ? Comment évaluer le risque dans ces conditions ?

Des chiffres, des maladies...

- Un carrossier peintre manipule en général jusqu'à 200 produits différents, dont une grande partie dangereux pour la santé
- Un mécanicien en utilise une moyenne de 40
- Les maladies professionnelles du garagiste (tous dangers et métiers confondus) :
 - Troubles musculo-squelettiques, affections du rachis lombaire
 - Asbestose, plaques pleurales
 - Cancers professionnels
 - Dermatite, eczéma
 - Hémopathies
 - Asthme
 - Surdité
 - ...



// RISQUES CHIMIQUES

Les obstacles au recueil ne cessent pas là : absence de la version de la FDS correspondant au produit utilisé alors que la composition du produit a évolué (et là fournisseurs et utilisateurs se partagent le blâme, soit en ne modifiant pas la fiche, soit en ne la transmettant pas, soit en ne la collectant pas...). La transmission, la communication ne sont pas optimales et peuvent donc être améliorées.

Une fois la liste des produits établie et les FDS corrigées par des outils logiciels adaptés (Cylteha, Evarist, Colibrisk...) un tableau a été dressé par le groupe de travail, identifiant les substances CMR dans les produits utilisés par familles de tâches réalisées et par familles de travailleurs (mécaniciens, carrossiers peintres, préparateurs). Des produits de substitution (CMR free) ont été ensuite retrouvés pour presque chacune des tâches, à chaque fois que cela était possible.



Dangerosité

- **n-hexane** : a des effets sur la fertilité et provoque de plus des troubles neurologiques (nettoyants de freins, graisses en spray, décapants pour les pare-brise ...)
- **naphtalène** : suspecté d'avoir des



Lorsque cela ne l'était pas, la réflexion s'est centrée sur les modes d'utilisation : comment, par le geste ou par le matériel réduire la toxicité d'un produit pour lequel il n'existe pas encore d'alternatives ?

Cette démarche, ancrée dans le concret, basée sur la pratique quotidienne des travailleurs peut réellement nous inspirer dans nos organisations. Elle est d'une évidence qu'il est si simple et tellement aisé de reconnaître a posteriori. En revenir aux fondamentaux et progresser pas à pas vers l'amélioration, voilà un résumé du SDGR ! Identifier puis connaître le danger, le formaliser, puis évaluer le risque, rechercher les substitutions possibles (produits, machines, modes opératoires) et communiquer, sensibiliser, convaincre tout au long !

L'enjeu est de taille, tout comme l'ampleur de la tâche. Les retombées de la toxicité de certains produits, si elle est aujourd'hui avérée, restent néanmoins difficilement appréhendables par les travailleurs : les effets les plus graves ne se développent la plupart de temps qu'à long terme, parfois même après la carrière professionnelle. Autant dire, qu'il peut sembler confortable de ne pas s'interroger personnellement sur ce risque. Pourtant, le

COLIBRISK

Colibrisk est un outil informatique développé par des Intervenants en Prévention des Risques Professionnels (IPRP) et des Médecins du Travail de la région des Pays de la Loire. Il est développé sous forme de fichier Excel, permettant de collecter et d'analyser les données utiles à l'évaluation et à la traçabilité du risque chimique.

www.risquechimiquepaysdelaloire.org

EVARIST

Evarist® est un logiciel, fruit d'une collaboration entre l'Association Santé et Médecine Entreprises du département de la Somme (ASMIS) et la société TZM Informatique. C'est un outil d'aide à l'évaluation du risque chimique en Entreprise. Il est destiné à tous les acteurs de la santé et de la sécurité au travail confrontés à la problématique Risque Chimique

www.evarist.net



CYLTEHA

Cylteha est un Média de la gestion du risque chimique intégrant REACH & SGH pour un Développement Durable

www.cylteha.fr

effets cancérigènes (en spray dans les lubrifiants ou les graisses, dans certaines peintures pour carrosserie)

- **les freins filet (produits d'adhésion dans les filetages), les colles, les pâtes à joints** contiennent pour cer-

tains une dizaine de substances CMR

- **les nettoyeurs/dégraissants après masticage et apprêtage** peuvent comporter du n-hexane (voir ci-dessus), des éthers de glycol (pénètrent dans l'organisme via la peau et pou-

vant provoquer des atteintes hématologiques telles les leucémies et une altération de la fertilité masculine par dégradation de la qualité du sperme)

constat de Jean-Michel Wendling est plutôt positif : il remarque sur le terrain la flexibilité nécessaire pour modifier les produits et les comportements. Deux derniers cliquets restent à actionner, de la part des marques automobiles et des fabricants de produits : tout d'abord que les marques développent une stratégie de filtrage au niveau de leur service achat et exigent de leurs concessions l'emploi de produits pré-sélectionnés non ou moins dangereux et veillent à transmettre les FDS à jour à chaque changement, et finalement que les fabricants de produits accélèrent la recherche et le développement de produits alternatifs aux solutions inadéquates d'aujourd'hui.

Outils, connaissance

Le site des auteurs de l'étude :
www.acst-strasbourg.com

Une brochure de sensibilisation des travailleurs dans un garage :
www.rsi.fr/fileadmin/mediatheque/A_propos_du_RSI/Risques_professionnels/PDF/20110808_depliant_risques_prof_garagistes_juil2011.pdf

En savoir plus, les documents INRS :
www.inrs.fr/accueil/secteurs/commerce-service/garage.html

Carine Henry

Vocabulaire

- **Cancérogène** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent provoquer un cancer ou en augmenter la fréquence
- **Mutagène** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence
- **Reprotoxique** : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire ou augmenter la fréquence d'effets nocifs non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives

Une alternative parmi d'autres : la fontaine de dégraissage lessivielle ou biologique

C'est un appareil destiné au dégraissage de pièces mécaniques, métalliques ou non, équipé soit d'une lessive sans solvant, soit ensemencée de micro-organismes (des bactéries), qui éliminent les salissures des pièces à traiter et évite la production de déchets par la destruction physique ou enzymatique de ces salissures. Cette alternative est une amélioration notable mais nécessite néanmoins une analyse des risques (et une politique des 3 feux verts) détaillée portant notamment sur le risque biologique.





Pour une entreprise plus du

Un climat malade, des pollutions tenaces, des ressources et des matières premières qui s'épuisent, des espèces en danger, la prospérité réservée à 20% des habitants de la planète.... Le constat n'est pas brillant et il n'alarme pas seulement les écologistes.

Ces dernières années, de nombreuses entreprises ont fait le choix de privilégier des procédés plus durables et moins polluants.

Certaines ont introduit des pratiques « vertes » comme le compostage et le recyclage, réduit drastiquement leur consommation d'énergie, changé leurs modes de transport pour limiter la consommation de carburant induite par le fret, diminué le volume de leurs emballages et mis sur leurs rayons des produits plus respectueux de l'environnement. Leurs clients ont positivement accueilli ces changements, puisque les ventes mondiales de produits plus « verts » ont augmenté de 20 % depuis 2010.

Mais pourquoi parler de cela dans ce magazine consacré au bien-être des travailleurs ? En tant que préventeur nous avons un rôle important à jouer dans cette transition vers une économie plus durable. Beaucoup d'entre nous cumulent la

fonction de conseiller en prévention avec celle de conseiller en environnement, voire même de conseiller en énergie, une fonction nouvelle instaurée dans certaines sociétés. C'est assez logique, le bien-être des travailleurs, somme toute, est un aspect important du développement durable. Notre formation et notre « culture » nous ont préparé à prendre en charge des responsabilités qui se basent sur des expertises et des méthodologies similaires. Ce dossier consacré au développement durable des entreprises pourra vous aider à relever cet autre défi. Nous axerons le sujet sur deux points : la gestion du papier, puisque en volume c'est le déchet le plus produits par les entreprises, et un descriptif de différentes démarches mises en place par un lieu de travail voulant absolument composer avec son temps !

Le développement durable, c'est quoi ?

Comment concilier progrès économique et social sans mettre en péril l'équilibre naturel de la planète ?

C'est pour apporter des réponses concrètes à cette question qu'est né le concept de développement durable. Il peut se résumer d'une simple phrase : *"un développement qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs"*.

Pour y parvenir, les entreprises, les pouvoirs publics et la société civile doivent travailler main dans la main afin de réconcilier trois mondes qui se sont longtemps ignorés : l'économie, l'écologie et le social. À long terme, il n'y aura pas de développement possible s'il n'est pas économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable.





Le développement durable en entreprise ? Voici des pistes de connaissances et de réflexion :

💡 www.uwe.be/developpement-durable/guide-web
💡 www.nbs.net/fr/

PORTTRAITS D'ENTREPRISES

Econocom s'engage pour l'Ecoresponsabilité

Eric Imoti est le conseiller en prévention d'Econocom, une entreprise basée à Zaventem et spécialisée dans les services numériques. Lorsqu'en 2012, Jean-Louis Bouchard, le président de ce groupe international décide de s'engager pour le développement durable en lançant un programme de responsabilité sociétale et environnementale, c'est tout naturellement lui qui est désigné pour piloter et coordonner les actions en la matière de la filiale belge.

LES CARNETS DU PRÉVENEUR : Pourquoi un conseiller en prévention s'occupe-t-il aussi de développement durable ?

ERIC IMOTI (E.I.) : Notre groupe s'est engagé à respecter les dix principes fondamentaux du Pacte mondial des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, au droit du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Le bien-être des travailleurs fait partie de ces préoccupations. Je suppose que c'est pour cette raison que notre direction m'a aussi confié la responsabilité de développer d'autres actions dans le domaine du développement durable. Il y a d'ailleurs beaucoup de synergies entre ces domaines. Par exemple, quand nous organisons des formations à la sécurité routière pour prévenir les accidents de travail sur la route, elles ont également un effet bénéfique en matière de développement durable puisqu'un comportement « safe » au volant implique aussi une conduite plus économique, donc moins de consommation de carburant et moins d'émissions de CO₂.



LCP : Quel a été le point de départ de vos actions ?

E.I. : Nous avons commencé par établir un bilan de nos émissions de gaz à effet de serre. En France c'est une obligation légale pour toutes les grosses entreprises et le groupe Econocom a décidé de réaliser un tel bilan dans toutes les filiales européennes. Cela nous a permis de constater avec un peu d'étonnement que le carburant de nos voitures de société représente 80 % de l'énergie que

nous consommons. Nous avons en effet une flotte importante de véhicules car nos techniciens se déplacent en permanence chez les clients. L'électricité et le chauffage des bâtiments ne représentent chacun qu'environ 10 % des consommations d'énergie. Et les voyages en avion ou en train des cadres et des employés qui se déplacent entre les différentes filiales ne comptent que pour moins de 1 % de nos émissions de CO₂.

Ensuite nous avons fait faire un audit énergétique de nos bâtiments ce qui a permis d'établir des pistes d'amélioration et une liste d'actions.

LCP : Pouvez-vous nous citer quelques exemples concrets de réalisations ?

E.I. : Une de nos premières actions a été d'organiser un tri sélectif de nos déchets. Avant, tout allait dans la même poubelle : papier, cartons, canettes, bouteilles, restes de nourriture, etc.

Nous avons donc placé dans les bureaux des corbeilles réservées au papier et dans les couloirs, des poubelles pour les PMC. Cela nous a même permis de faire une économie importante sur le poste déchets, car l'enlèvement des papiers-cartons et des PMC coûte moins cher que celui des déchets mélangés. Nous organisons aussi un tri-recyclage des piles et batteries, des cartouches d'encre, des déchets « bruns » de nos clients (ordinateurs, imprimantes, etc.) et plus récemment de la grosse quantité de « frigolite » (polystyrène expansé) provenant des emballages des produits achetés. Cette frigolite est incorporée dans des chapes isolantes et contribue donc aux économies d'énergie des bâtiments.

Autre action qui peut intéresser vos lecteurs : auparavant, les fontaines à eau dans nos bureaux étaient alimentées par des bonbonnes. Il fallait les commander, les livrer, les stocker, les placer dans les appareils. Il y a un an, nous avons opté pour des fontaines alimentées par l'eau de ville, à travers un filtre qui élimine le mauvais goût. Il a fallu tirer des conduites, mais en passant par les faux planchers, ça a été un jeu d'enfant. Les nouvelles fontaines ont été bien acceptées par le personnel. Résultat : une économie d'énergie importante puisque le transport des bonbonnes est éliminé et l'eau doit être moins réfrigérée, mais aussi un gain de temps et une économie tout court car l'eau de ville coûte 100 fois moins cher que l'eau en bonbonne.

Voilà deux exemples qui montrent que le développement durable ne représente pas forcément un coût pour l'entreprise mais permet au contraire de faire des économies.

LCP : Vous avez aussi installé des panneaux photovoltaïques sur le toit plat du bâtiment ...



« Nous avons installé des panneaux solaires sur le toit et nous avons un contrat de fourniture d'électricité verte. »

Eric Imoti

E.I. : En effet, ils produisent une bonne partie de l'électricité que nous consommons pendant la journée, notamment par nos serveurs. Depuis leur installation ils ont déjà produit 220 MWh, ce qui a permis d'éviter 154 t de CO₂, et pour nous, cela représente une économie de 103.000 €. Pour le reste, nous avons un contrat de fourniture d'électricité verte. Mais nous prenons aussi des mesures pour réduire notre consommation d'électricité : la lumière dans les toilettes et dans certains autres locaux peu fréquentés

est commandée par des détecteurs de présence, nous avons remplacé toute une série de lampes, notamment l'éclairage du parking, par des LED qui consomment très peu, etc. Pour le chauffage, nous avons étudié la possibilité de remplacer la vieille chaudière à gaz par une pompe à chaleur réversible qui pourrait aussi servir de climatisation en été, ... mais la décision est en suspens, la direction n'a pas encore donné son feu vert pour cet investissement.

LCP : Tout cela requiert quand même une certaine expertise. Avez-vous suivi une formation ?

E.I. : Non. Mais nous sommes conseillés par un consultant spécialisé de Vidyas. Il a de l'expérience en matière de développement durable et il apporte des idées. Ensuite c'est une question de volonté et de bons sens.

LCP : Des critères de durabilité guident-ils vos achats ?

E.I. : Pas de manière générale, mais, par exemple, depuis 2 ans nous n'achetons que du papier recyclé labellisé. Le café utilisé dans les distributeurs provient du commerce équitable et lors d'une discussion récente dans notre CPPT, nous avons évoqué la possibilité d'acheter d'autres produits du commerce équitable.

LCP : Vous dites que la consommation de carburants de vos véhicules est votre principale source d'émission de gaz à effet de serre. Avez-vous fait quelque chose pour la réduire ?

E.I. : C'est un domaine sensible. Nous avons proposé des pistes. Le principe du télétravail a été retenu quand la fonction le permet. Mais des règles doivent encore être élaborées. Notre consultant a évoqué la possibilité d'organiser le covoiturage, mais cela ne marche pas : ni la direction ni le personnel ne sont réceptifs à cette idée. Des formations à la sécurité routière sont organisées et, à cette occasion, les comportements pour une conduite économique sont enseignés. Une réflexion est en cours à propos des véhicules électriques. Ils polluent moins, émettent moins de CO₂ et il est prouvé que sur leur cycle de vie, ils permettent une belle économie d'énergie. L'idée serait de proposer certains modèles comme



Le carburant de nos véhicules de société représente 80 % de l'énergie que nous consommons

véhicule de société. Mais il faut vaincre les réticences et les (fausses) idées reçues quant à leur autonomie et leurs performances. Nous avons donc organisé il y a quelques mois une journée au cours de laquelle le personnel pouvait tester certains modèles de voitures, et les collègues qui ont participé à ces tests ont été positivement impressionnés. Nous pensons maintenant acheter une première voiture électrique que le personnel pourrait utiliser pour de courts déplacements entre nos différents sièges, pour se rendre à une réunion pendant la journée, etc. La direction n'a pas encore pris de décision à ce sujet, mais nous avons déjà placé une borne de recharge devant notre siège principal. Elle peut déjà être utilisée par les visiteurs et clients qui ont un véhicule électrique.

LCP : Le personnel, parlons-en. Est-il concerné et participe-t-il aux objectifs ?

E.I. : Il faut avouer que les employés sont surtout focalisés sur leur travail quotidien mais nous essayons par différents moyens de les sensibiliser aux efforts pour le développement durable. Des écrans placés à différents endroits des bâtiments diffusent des messages images et rappellent par exemple l'importance de gestes simples comme éteindre les lumières et les appareils avant de quitter le bureau, trier convenablement les déchets, etc. Ils font cela à la maison, enfin j'espère ... Mais au boulot, ces bonnes pratiques sont trop souvent oubliées. Je crois que nous devrions faire plus d'efforts pour que le personnel, mais aussi la direction, se sentent plus concernés.

Ecopostale achemine le courrier sans émettre de CO₂

Vous les avez peut-être déjà vus, ces véhicules blancs estampillés du logo vert et bleu d'Ecopostale qui déambulent quotidiennement dans les rues de Bruxelles. Pas d'émission de CO₂ ni de coursiers bloqués dans les embouteillages.

Les arguments avancés par la jeune PME bruxelloise Ecopostale, qui fait de la « *logistique zéro émission* », ne manquent pas d'attirer l'attention. Pour acheminer et livrer le courrier urgent et les petits colis de ses clients, la société utilise des vélos, des petits camions électriques et des « *cyclocargos* » à assistance électrique dont elle se sert aussi comme image de marque.

Positionnée en tant qu'alternative, mais également comme partenaire des sociétés de transport et de distribution, Ecopostale garantit qu'un livreur peut, dans un premier temps, se rendre chez le client dans les 30 minutes et ensuite délivrer le courrier au destinataire dans les deux heures ou dans la demi-journée.

Ce n'est donc pas uniquement sur son image verte que la société mise pour son marketing, mais aussi sur la rapidité. Ecopostale mentionne BNP Paribas Fortis comme plus gros client mais cite également des cabinets d'avocats bruxellois ou des marques comme Nespresso. La société effectue aussi la livraison des courriers qui transitent entre les 19 antennes d'Actiris, et distribue des brochures comme le trimestriel de Tour & Taxis.

A Namur, la livraison de colis, l'enlèvement de courrier pour B-Post peuvent se faire aussi à vélo : www.lecoursiermosan.be, de même qu'à **Mons** : www.lecoursiermontois.be. La démarche est originale, efficace et très développement durable : elle englobe aussi la livraison de lunches bio, de paniers de fruits et de légumes et autres produits fermiers belges.



Achats de papier : exiger un label écologique ... mais lequel ?

70 à 85 kg de papier sont consommés par an et par employé ! Malgré l'informatisation et l'internet, la consommation mondiale de papier augmente de 4% par an et le papier reste le premier consommable de bureau. Cette consommation engendre de grandes quantités de déchets. Le papier représente $\frac{3}{4}$ du tonnage des déchets produits par les activités de bureau !



Le papier à copier et les produits en papier fabriqués à base de fibres 100% recyclées, blanchies TCF, ECF ou non blanchies sont aujourd'hui largement disponibles sur le marché. On trouve également de plus en plus de produits à base de fibres vierges issues de forêts gérées durablement. Ce sont des aspects auxquels vous pouvez être attentif lors de l'achat de papier pour photocopieuses, enveloppes et blocs-notes.

Comment reconnaître le papier recyclé ?

On appelle « recyclé » un papier comprenant au moins 50% de fibres provenant de déchets de papier imprimé (post-consommation).

Les vieux papiers post-consommation sont des papiers collectés auprès des ménages, des bureaux et des imprimeries. Il s'agit donc de papiers qui ont déjà été utilisés, ce qui n'est pas le cas des papiers pré-consommation qui sont des chutes et restes non imprimés en provenance d'imprimeries ou d'usines où l'on utilise du papier. Comme le papier pré-consommation est réintroduit dans le processus de fabrication, il ne cause pas de réel problème de déchets.

Le papier peut être un mélange de fibres recyclées et de fibres vierges ou être entièrement constitué de fibres recyclées. Le papier le plus « écologique » est le papier 100% recyclé de post-consommation,

non désencré, non blanchi. Il est de couleur gris-beige clair.

Ne sont pas recyclables : les étiquettes autocollantes, le papier autocopiant, les enveloppes à fenêtre en plastique, le papier paraffiné, les mouchoirs en papier, le papier ménage, la vaisselle jetable, les papiers alimentaires et tout papier gras ou souillé.

Les différents labels



Le label allemand **Ange Bleu** (Der Blaue Engel) pour le papier recyclé est considéré comme l'un des plus fiables et des plus exigeants. Il a trois atouts non négligeables :

- exigences techniques sévères et exigences environnementales ;
- double garantie pour photocopieuses : les photocopieuses labellisées Ange Bleu doivent bien fonctionner avec du papier à photocopier Ange Bleu et vice versa ;
- le label est utilisé et accepté sans problème dans l'industrie du papier.

Le papier labellisé Ange bleu est assez facile à trouver auprès des

grossistes belges et possède les propriétés suivantes :

- fabriqué à 100% à partir de fibres recyclées post-consommation
- plus de la moitié de ces fibres proviennent de vieux papiers difficiles à valoriser
- utilisation de formaldéhyde lors de la fabrication fortement limitée
- pigments au mercure, plomb, cadmium ou chrome interdits
- lors du traitement du vieux papier, l'utilisation de chlore, de composés halogénés, de substances difficilement dégradables ou d'azurants optiques est interdite
- les substances nocives, mutagènes, tératogènes, toxiques ou carcinogènes sont interdites
- pas de problème d'archivage : très bonne résistance au vieillissement, le papier se conserve plusieurs centaines d'années



Le label FSC impose uniquement des normes pour la gestion des forêts dont provient le bois qui sert à la fabrication du papier. Il ne dit rien sur la méthode de production du papier.

FSC est une organisation internationale qui a établi une série de critères pour la gestion durable, ainsi qu'un système de certification. L'entière de la chaîne est vérifiée, de la forêt jusqu'au produit final. Le papier fabriqué entièrement ou partiellement à partir de bois en provenance d'une forêt durable et dont l'origine peut être prouvée, peut porter le label FSC.

L'évaluation se fait selon 10 critères :

1. La gestion de la forêt doit respecter les lois nationales, les

conventions internationales ainsi que les critères FSC

2. L'utilisation et la propriété de la forêt doivent être établies et légales
3. Les droits des peuples indigènes doivent être reconnus et respectés
4. La gestion de la forêt doit, à long terme, préserver ou même améliorer la situation sociale et économique des travailleurs et des communautés locales
5. Les produits et services doivent être utilisés de façon efficace, pour préserver les avantages écologiques et sociaux
6. Les fonctions écologiques et la biodiversité de la forêt doivent être protégées
7. Il existe un plan de gestion écrit qui expose clairement les objectifs et les moyens
8. Les conséquences sociales, économiques et écologiques des activités sont contrôlées régulièrement
9. Les forêts à grande valeur écologique doivent être préservées et valorisées
10. Les plantations peuvent compléter les forêts naturelles, mais ne peuvent pas les remplacer et seront gérées selon les principes 1 à 9.



Le label PEFC a, quant à lui, été fondé à l'initiative de propriétaires forestiers de divers pays européens. Il fixe des règles dont le respect est contrôlé sur place par des audits indépendants. Les critères visent à garantir un équilibre entre les trois fonctions de la forêt (sociale, écologique et économique). Le label impose uniquement des normes pour la gestion des forêts dont provient le bois qui sert à la fabrication du papier. Il ne dit rien sur la méthode de production du papier.



L'Ecolabel a été créé par l'Union européenne et il est contrôlé par un organisme indépendant. Il tient surtout compte de la pollution causée par l'usine de production du papier.

Comment savoir pendant combien de temps le papier se conserve ?

Certains documents doivent être conservés longtemps. La norme allemande DIN 6738-92 décrit des classes de résistance au vieillissement. Il en existe 4 :

LDK 24-85 : la meilleure résistance, conservation très longue durée

LDK 12-80 : se conserve quelques centaines d'années ;

LDK 6-70 : se conserve minimum 100 ans

LDK 6-40 : la moins bonne résistance, se conserve minimum 50 ans

Une autre norme (internationale) concernant la conservation du papier est la norme ISO 9706. Du papier conforme aux exigences de cette norme se conserve au moins pendant 100 ans.

Quel papier choisir ?

Pour limiter le nombre d'arbres coupés il est préférable de choisir du papier 100% recyclé (labellisé Ange bleu si possible) plutôt que du papier qui respecte les critères PEFC ou FSC. Ces labels imposent uniquement des normes pour la gestion des forêts dont provient le bois qui sert à la fabrication du papier. Ils ne disent rien sur la méthode de production du papier.

Le papier labellisé PEFC ou FSC reste cependant un meilleur choix que le papier constitué de fibres en provenance de forêts gérées de façon non durable.

Au cours des dernières années, le papier recyclé a connu une importante évolution. Auparavant, celui-ci émettait pas mal de poussières mais ce problème n'est plus d'actualité. On trouve donc sur le marché du papier recyclé de même qualité que le papier composé de fibres vierges.



Connaître les besoins spécifiques des différents départements de l'entreprise, puis choisir le(s) papier(s) adapté(s).

En voici les critères principaux :

- les émissions dans l'eau et dans l'air doivent rester en dessous de limites précises
- la consommation d'électricité doit être limitée
- les fibres vierges doivent provenir de forêts gérées durablement
- aucun blanchiment au chlore gazeux n'est autorisé
- interdiction d'utiliser les substances dangereuses
- des informations sur l'Ecolabel européen doivent figurer sur l'emballage

Vous trouverez uniquement l'Ecolabel européen sur du papier à photocopier et du papier graphique, car les critères ont été conçus uniquement pour ces types de papier.

Que signifient TCF et ECF?

La blancheur du papier est importante, non seulement pour assurer une bonne lisibilité des textes, mais également pour nous permettre de faire des photocopies. La blancheur est déterminée selon les normes ISO 11475 et 11476. La norme ISO pour la blancheur du papier utilise un pourcentage comme unité. Plus le pourcentage est élevé, plus le papier est blanc. On considère que 60 % offrent une blancheur suffisante et que 80 % offrent plus de confort ; au-delà, on est dans la blancheur luxueuse dont on n'a pas besoin pour une bonne lisibilité.

Dans le passé, le papier était blanchi à l'aide de chlore gazeux. Comme il s'agit là d'une méthode

très polluante, les fabricants ont cherché des alternatives. Le papier blanchi avec des substances à base d'oxygène est préférable. Pour ce faire, on utilise des substances telles que le peroxyde d'oxygène, l'ozone ou l'oxygène pur. Ce papier sera donc TCF, c'est-à-dire *"totally chlorine free"* ou *"complètement sans chlore"*. Lors du blanchiment ni chlore ni dérivés de chlore seront utilisés. Le papier blanchi au dioxyde de chlore est *"blanchi ECF"*, c'est-à-dire *"elementary chlorine free"* ou *"sans chlore élémentaire"*. On n'utilise donc pas de chlore *"pur"* mais bien des dérivés de chlore. C'est une méthode certes moins nocive que le blanchiment au chlore, mais elle reste toujours polluante.

Le papier non blanchi est le moins polluant, mais il devient de plus en plus rare. A défaut, le papier blanchi sans chlore ni dérivés de chlore (TCF) est à préférer.

Combien de fois peut-on recycler du papier ?

Plus on recycle du papier, plus les fibres se raccourcissent. Le papier peut être recyclé 4 à 6 fois. A chaque recyclage, 5 à 20 % des fibres rétrécissent ou s'abîment. Les fibres plus longues donnent de très beaux et luxueux papiers. Les fibres plus courtes seront plutôt utilisées pour le papier journal ou le papier essuie-tout. Le cycle du papier nécessite donc un apport de fibres vierges. Actuellement, le ratio moyen est de 50% de fibres vierges et 50% de fibres recyclées. Si l'on opte pour des fibres vierges en provenance de forêts gérées durablement, la boucle écologique est bouclée.

Bernard Deboyser

Le conseiller en prévention, la sûreté et le terrorisme ?

Prévoir des actes de malveillance parfois extrêmes et dépassant de loin le cadre propre de notre travail, voilà qui nous incombe également. Les Carnets vous proposent une réflexion et des pistes d'action à ce sujet ! Nous n'aborderons pas ici le cyber terrorisme en tant que tel (réservant le sujet aux spécialistes), nous glissons juste ici que s'interroger sur l'influence qu'aurait une attaque informatique sur la sécurité de votre installation et de ses travailleurs vous incombe néanmoins.

La terreur du terrorisme

La mondialisation de nos économies depuis la chute du mur de Berlin avance inexorablement, balayant tout sur son passage, pouvant aller jusqu'à prendre le pas sur les politiques gouvernementales de nos pays européens.

Cette mondialisation engendre son lot de laissés pour compte, de pauvreté tant financière qu'intellectuelle. L'écart entre les pays dits « prospères » et les pays pauvres ne cesse de se creuser. Cet écart, notamment, fournit un des terrains propices à la croissance du terrorisme.

Celui-ci offre de multiples facettes et peut difficilement être classé de manière figée. Il peut être issu de convictions politiques, religieuses, idéologiques, identitaires.... Le mot « *terrorisme* » a aussi un lien avec celui qui le perçoit, celui qui le subit. Suivant la position adoptée, des faits peuvent être qualifiés par certains de terrorisme, par d'autres de résistance (cela va de la résistance passive ou active pendant la seconde guerre mondiale aux actions de Greenpeace, par exemple).

Rappelons-nous aussi des CCC (Cellule Communiste Combattante) des tueurs du Brabant, de la Bande Haemers pour faire le constat que le souffle du terrorisme a touché la Belgique, bien avant que l'on y parle de courants djihadistes.



Les lieux de travail peuvent être la cible du terrorisme, ou du grand banditisme (lui-même parfois relié à ce même terrorisme). Le monde de l'entreprise et des organisations étatiques et paraétatiques, peuvent en être également des victimes collatérales. Les actions menées sont d'une grande violence et créent leur lot de stress post traumatique, sans parler des angoisses prospectives que cela génère sur chacun d'entre nous.

Et la prévention sur les lieux de travail dans tout cela ?

Dans son aspect légal, la loi du 4 août 1996 et ses Arrêtés Royaux d'exécution vont tous dans la même direction et ont tous une philosophie identique :

Il n'y a pas, dans le monde, de définition consensuelle du mot terrorisme. Nous vous en proposons une, originaire de l'Encyclopædia Universalis, que nous soumettons à votre réflexion. D'autres tout aussi intéressantes existent, nous vous laissons le plaisir d'explorer les dictionnaires.

« La terreur est un état, une peur exacerbée, mais, depuis la Révolution française, c'est aussi un régime politique, voire un procédé de gouvernement, permettant au pouvoir en place de briser, à force de mesures extrêmes et d'effroi collectif, ceux qui lui résistent. Le terrorisme, quant à lui, s'il est d'abord action, n'en recouvre pas moins une notion voisine puisque, dépassant souvent le stade de l'initiative ponctuelle pour devenir une véritable stratégie, il postule l'emploi systématique de la violence, pour impressionner soit des individus afin d'en tirer profit, soit, plus généralement, des populations, soumises alors, dans un but politique, à un climat d'insécurité. Dans l'un et l'autre cas, il a pour caractéristique majeure de rechercher un impact psychologique, hors de proportion, comme le souligne Raymond Aron dans "Paix et guerre entre les nations", avec les effets physiques produits et les moyens utilisés. »

- Evaluer les risques que l'on ne peut éliminer
- Réduire l'exposition des travailleurs à ces mêmes risques
- Mettre en place des mesures techniques (on parlera ici de contre-mesure)
- Mettre en place des protections individuelles
- ...

D'autres éléments de la législation, tel que l'accord de coopération SEVESO, indiquent que l'exploitant doit évaluer l'ensemble des risques pouvant conduire à un incident majeur avec des conséquences pour l'homme et l'environnement.

De même, la gestion de situation d'urgence doit être envisagée et préparée. Au travers de votre plan d'urgence interne, vous pouvez intégrer des fiches réflexes d'intervention en situation de menace à la sûreté, que celle-ci soit matérielle ou humaine. De la même façon, pour des membres de votre personnel amenés à intervenir dans des zones sensibles (pour des contrats commerciaux, pour des réalisations techniques, pour des interventions de soutien...), une analyse des risques spécifiques devra être établie avant le départ, avec des mesures de prévention et de protection en continu et en cas d'urgence.

Les obligations SEVESO indiquent aussi que l'exploitant doit à tout moment démontrer la maîtrise de son plan de prévention des risques



Une contrainte supplémentaire pour plus de sécurité.

d'incidents majeurs. Pour ce faire, les inspecteurs du "SPF emploi et concertation sociale, Direction et contrôle du risque chimique" vérifient, dans leur audit du système de management de la sécurité, ce que l'employeur a mis en place pour assurer la sûreté des installations.

- Y-a-t-il du contrôle d'accès ?
- Y-a-t-il un corps de garde ?
- Y-a-t-il des détections particulières ?
- Y-a-t-il des protections matérielles adaptées ?

Dans le même mouvement de réflexion, on peut considérer que l'Arrêté Royal sur les aspects psychosociaux, modifié en 2014, peut avoir une application en terme de sûreté. En effet, à l'article 3, il est demandé à l'employeur de réaliser une analyse des risques psychosociaux en se basant sur les dangers rencontrés ou pouvant être rencontrés lors de l'exécution du travail. Un attentat, un enlèvement, par exemple, ont des retombées délétères sur l'ensemble des membres de l'organisation, en terme de santé psychologique. La menace même, la possibilité d'être une cible a également des effets négatifs sur les individus et sur les groupes.

Dans d'autres domaines comme ceux de la logistique, les règlements de transport tel que l'ADR, le RID et l'ADN consacrent un chapitre à la sûreté (Exemple : ADR chapitre 1.10).

Dans le secteur aérien du cargo, les chargeurs doivent répondre à la directive européenne concernant les chargeurs reconnus (CE 185/2010 en œuvre depuis 2013).

Dans le domaine du transport aérien de personnes, nous pouvons constater par nous-même l'importance de la sûreté lorsque nous désirons prendre les airs en direction de nos vacances (ou de notre travail). Depuis les célèbres attentats contre les Twin Towers en 2001, les procédures d'accès aux avions ont été considérablement renforcées.

Le secteur maritime n'est pas en reste car depuis le 11 septembre 2001, le code ISPS (International Safety Port & Ship) a décrit des lignes directrices sur le contenu type d'un rapport de sûreté.

Comme on le voit lorsque l'on parcourt la législation, il est difficile pour le conseiller en prévention de se dédouaner des aspects de la sûreté.



Pourquoi le conseiller en prévention ?

Bien que le conseiller en prévention ne soit pas criminologue, ni expert en terrorisme, la législation au travers de l'Arrêté Royal du 27 mars 1998 (Politique du Bien-Être) demande que l'inventaire des risques soit tenu à jour.

Il est évident que tous les secteurs d'activité n'offrent pas le même niveau d'exposition au risque lié à la sûreté.



Il est tout aussi évident que des secteurs d'activité sont particulièrement sensibles :

- Les sites SEVESO
- Les pipelines et autres conduites d'énergie
- Les centrales nucléaires et autres centrales produisant de l'énergie
- Les banques
- Le stockage de marchandise dangereuse ou non
- Les institutions (gouvernementales, intergouvernementales, internationales...)
- Les sites militaires ou policiers
- Les organes d'information (presse, radio-télévision, internet...)

De manière participative, le conseiller en prévention est bien placé pour orchestrer les points suivants :

- L'inventaire des zones critiques (dans ou autour des installations)
- L'inventaire des possibles actes malveillants en relation avec l'activité
- L'inventaire des actes malveillants avérés (dans sa propre organisation ou dans une organisation similaire)

- L'inventaire des moyens (possiblement) utilisés pour accomplir ces actes malveillants
- L'évaluation des risques de ces actes malveillants
- La proposition de contre-mesures et de mesures de prévention
- ...

Dès lors et à partir de cette base, le conseiller en prévention va pouvoir organiser un dépistage et une évaluation des risques. Puis il pourra, avec l'aide de consultants si nécessaire, rédiger des recommandations réellement utiles.

Va-t-on essayer de voler de la marchandise ?

Pour cela va-t-on réaliser un « *tiger kidnapping* » ou une autre approche ?

Va-t-on attaquer dans le seul but de détruire, d'apeurer ?

Le secteur maritime dispose d'une méthode appelée PFSA (Port Facilities Security Assessment) pouvant être source d'inspiration pour réaliser cette analyse.¹

Notre expérience nous fait remarquer que, souvent nous voyons fleurir des installations de sûreté (caméra, clôture, sas, ...) pour des prix prohibitifs, sans adéquation avec les risques et les besoins de l'organisation. Cela constitue plus une attitude telle celle de l'autruche, croyant être protégé, sans réelle analyse de fond. C'est pourquoi, je me permets d'insister : prenons le temps de réfléchir, analyser, soupeser, comparer avant de foncer sur du prémâché !

Le tiger kidnapping est une prise d'otage, à savoir l'arrestation, l'enlèvement ou la détention d'une ou de plusieurs personnes, afin de forcer un employé, un proche ou une autre personne à s'emparer immédiatement de toute valeur, somme d'argent considérable ou toute autre forme de rançon appartenant à une institution ou une société.²

Quelques conseils supplémentaires

- S'interroger sur la nature du processus, notamment les matières utilisées ou produites (certaines sont la cible de certains extrémismes ou de certains groupes de pensée)
- Connaître les interactions internes entre le personnel, les partenaires commerciaux, les fournisseurs et les clients (ont-ils déjà été visés par des actes de terrorisme ?)
- Viser un Business Continuity Plan de surcroît à la sécurité des travailleurs et du bâtiment (en collaboration avec des experts internes ou externes).³



Communication des plans de sûreté

De mon point de vue, de par mon expérience, il est préférable de communiquer ce type de plan à un comité restreint, en ayant soin de clarifier qui sont les personnes devant être au courant. De même, pensons à sérier l'information : il est possible d'informer partiellement (ne pas communiquer le plan en entier) suivant le degré de responsabilités et d'implication dans la création, l'évolution et la mise en œuvre de ce plan.

Lorsqu'une situation se présente, afin de ne pas créer la psychose, utilisez un scénario de vos plans d'urgence interne.

Exemple :

Une menace à la sûreté d'une partie de votre établissement (Intrusion de malveillants dans le bâtiment administratif) peut être appréhendée à l'aide d'une évacuation.

Vous donnez l'alerte-alarmer aux autorités et faites évacuer les autres bâtiments vers un point de rassemblement en dehors de la zone menacée. De cette façon les personnes évacuées ne sont pas sur-stressées et pensent même parfois qu'il s'agit d'un exercice, ce qui améliore parfois la qualité des prestations !

En conclusion

Nous serons parfois bien étonnés des risques que nous avons oublié d'aborder dans notre inventaire, dès lors que l'on ouvre ses pensées à la menace du terrorisme. Que l'on soit spécialiste ou non, ce risque spécifique doit être évalué en fonction de notre activité. Ne pas prévoir, c'est aussi criminel !



Thierry Etienne

Références

1. une checklist se trouve ici : www.dttas.ie/sites/default/files/corporate/Port%20Security%20combined%20ISPS%20and%20EU%20directive%20template%202014%20to%202019_0.pdf
2. définition de la police fédérale belge : www.polfed-fedpol.be/crim/crim_tips10_fr.php
3. ces conseils sont issus de la brochure (un peu obsolète mais néanmoins précieuse) : *Terrorisme et extrémisme, les mesures de protection que les entreprises peuvent prendre* www.dsb-spc.be/doc/pdf/PCPETerrorismextremisme.pdf

Les carnets du
préventeur
mensuel d'information sur la sécurité, la santé et le bien-être au travail

FORMULAIRE D'ABONNEMENT



☐ Je m'abonne pour un an et verse la somme de **136 €** HTVA 6% dès réception de la facture

Entreprise :

Nom :

Adresse de facturation : N° Rue

Prénom :

Code postal Ville

Fonction :

Adresse courrier : N° Rue

Tél : Fax :

Code postal Ville

GSM :

Numéro de TVA :

E-mail :

Date Signature

RENOYER par FAX au 010 45 65 62 ou par email à lescarnets@vidyas.be

Déplacer les murs...

En tant que conseillers en prévention, nous sommes fréquemment confrontés à une difficulté de taille : faire changer les mentalités, faire progresser l'approche préventive et les façons de travailler.

Et si le changement des mentalités au travail passait par le changement à la maison ?

L'être humain donne souvent la priorité à ce qui l'avantage individuellement. Il est difficile de faire modifier son comportement par une personne si elle n'obtient pas rapidement un gain face aux changements consentis. Et il faut bien admettre que ce gain concerne rarement la sécurité personnelle et encore moins la santé à long terme... Les obligations que le travailleur doit respecter pour sa santé et/ou sa sécurité sont généralement perçues comme des contraintes ou des nécessités mais rarement comme des avantages.

Et pourtant...

Peut-être suffit-il dans de nombreux cas d'avoir une approche différente de la prévention. D'ouvrir notre réflexion, de dépasser les murs de l'entreprise ou de l'institution et de chercher les applications dans la vie quotidienne ou familiale.

Ce qui compte pour le travailleur est souvent ce qui compte aussi dans son quotidien non professionnel. Essayons donc d'être utiles aussi pour leur vie privée.

Voici quelques pistes de réflexions

- **Les produits chimiques** : dangereux au travail mais pas sous l'évier de la cuisine ? Certains produits ménagers peuvent présenter de sérieux risques pour la santé des adultes et des enfants. Une bonne (in)formation des travailleurs pourra leur être utile dans de très nombreuses situations de la vie quotidienne.

- **L'amiante** : beaucoup de travailleurs ignorent qu'il est très dangereux de nettoyer l'ondulé Eternit du vieil abri de jardin au Karcher ! Tant de familles ignorent la multitude des endroits domestiques ou scolaires dans lesquels l'amiante peut être présent, pouvant notamment exposer à ce risque délétère les enfants, cibles fragiles...

- **Le bruit** : l'information sur les risques liés au bruit pourra servir de piste pour discuter avec l'enfant ou l'adolescent dont les oreilles se prolongent en permanence par des écouteurs. La sensibilisation sur l'impact de la détérioration de l'ouïe dans la vie de tous les jours est également un argument choc !

- **La manutention manuelle des charges** : ou comment ne pas se blesser lorsque je fais des travaux chez moi... Quelques astuces à partager avec le voisin qui a toujours mal au dos.





Prendre soin de soi au travail et à la maison.

- **Les premiers secours** : connaître les numéros d'urgence, celui du centre antipoison, savoir réagir en cas de brûlure, savoir utiliser un DEA,... des gestes qui sauvent au quotidien, dans l'entreprise, au club sportif, lors d'une fête familiale....

- **Le feu** : comment évacuer de sa propre habitation, savoir qu'il faut parfois ramper pour ce faire, que même dans un environnement connu, la fumée peut vous faire perdre vos repères et le sens de l'orientation. Etre équipé d'un extincteur, au moins dans la cuisine, avoir le réflexe d'arrêter la hotte aspirante en cas d'embrasement de la graisse de cuisson de n'importe quel petit plat sur la gazinière, peut faire la différence au moment crucial.

- **Les équipements de protection individuelle** : le choix des gants, le port des lunettes de protection ou d'une visière lors de travaux de rénovation à la maison peuvent être initiés par une information pertinente au travail.

- **L'outillage** : informer les travailleurs sur l'importance d'un bouton « homme mort » en état de marche et sur les risques qui existent pour l'entourage. L'utilisation d'un outil portatif n'est pas sans conséquence possibles sur l'entourage : il est par exemple important que les enfants ne regardent pas les « jolies gerbes de lumière » lorsque papa est occupé à disquer.

- **L'électricité** : il est bien connu du grand public qu'il ne faut pas toucher une personne électrocutée ou qu'il ne faut pas toucher un appareil électrique avec les mains mouillées. De nombreuses notions sont par contre moins bien connues : l'importance d'un matériel électrique en bon état, le rôle du différentiel ou encore les matériaux isolants et les conditions dans lesquelles ils le restent.

- **Etc, etc,** le reste, sans limites, nous le confions à votre imagination ! Posez-vous la question : comment puis-je rendre mon sujet attractif et utile dans le quotidien des personnes auxquelles

je m'adresse ? Comment puis-je créer un effet de balancier entre la réflexion préventive au travail et dans la vie privée ?

N'avez-vous pas vous-même remarqué une différence dans votre regard sur la vie, dans son ensemble et ses multiples facettes, depuis que vous travaillez dans le domaine de la prévention ou depuis que vous avez suivi telle ou telle formation ?



**Propagez, propagez,
il en restera toujours
quelque chose !**

Sylvie Rossenfosse

// LES RÉPONSES À VOS QUESTIONS

Vous souhaitez, vous aussi, nous poser une question et voir la réponse d'un « spécialiste » dans cette rubrique ? Envoyez un courriel à lescarnets@vidyas.be



DÉMOUSSAGE D'UNE TOITURE EN AMIANTE-CIMENT

Je dois démousser une toiture amiante-ciment. Il paraît qu'il est interdit d'utiliser un « nettoyeur haute pression ». Est-ce exact ?

RÉPONSE : L'utilisation d'un nettoyeur à jet d'eau haute pression sur des matériaux contenant de l'amiante est spécifiquement interdite par l'article 15 de l'AR du 16 mars 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante. En effet, l'utilisation de ce matériel risque d'endommager les plaques par sa puissance, et il y a un risque de dispersion des mousses et des fibres d'amiante autour de la toiture. Notez que l'emploi d'outils mécaniques à grande vitesse, d'air comprimé, de disques abrasifs et de meuleuses sont également interdits par le même article.

Il est plutôt conseillé de démousser avec une solution anticryptogamique, qui va faciliter le décollement de la mousse, puis d'effectuer un brossage manuel. L'objectif est d'humidifier le support pour éviter la dispersion de fibres tout en limitant les rejets d'eau qui devront être récupérés puis traités. D'autres mesures de prévention et de protection sont à prévoir conformément aux dispositions de cet arrêté, notamment le port des EPI adéquats. Les travailleurs chargés de ce boulot devront notamment recevoir une formation dont les modalités sont spécifiées dans l'arrêté.

Enfin, il convient de rappeler que le risque principal pour ce type d'opération est la chute à travers les plaques de toiture qui provoque encore aujourd'hui des accidents graves.

RENOUVELLEMENT DES FORMATIONS ÉCHAFAUDAGES

L'attestation prouvant la formation des personnes chargées du montage/ démontage ou du travail sur échafaudages est-elle valable indéfiniment ?

RÉPONSE : L'arrêté royal du 31 août 2005 relatif aux équipements de travail pour des travaux temporaires en hauteur prévoit en effet des formations spécifiques pour les travailleurs qui montent, démontent, transforment ou simplement utilisent un échafaudage de même que pour la personne compétente qui les encadre. Cet arrêté ne mentionne pas qu'un recyclage doit avoir lieu après un certain temps.

Mais il ne faut pas oublier une autre obligation plus générale de formation au bien-être axée sur le poste de travail ou la fonction spécifiée à l'article 21 de l'AR du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être. Il y est prévu que cette formation soit notamment donnée lors de l'introduction d'un nouvel équipement ou d'une nouvelle technologie et qu'elle doit être répétée périodiquement si nécessaire.

On peut logiquement en déduire que :

- tout achat d'un nouveau matériel nécessitera au minimum un complément de formation
- le constat répété, par le chef d'entreprise, d'erreurs liées au montage/démontage des échafaudages lors de sa visite de chantier sera aussi un critère de renouvellement de formation
- même pour les personnes qui effectuent régulièrement des opérations de montage/démontage depuis des années, il semble raisonnable de prévoir un renouvellement compris entre cinq et dix ans, comme cela se pratique pour le recyclage des opérateurs d'engins mobiles.



VEILLE RÉGLEMENTAIRE & MONITORING LÉGAL

Suivre toutes les informations en matière de Bien-Etre au travail et d'Environnement est une tâche titanesque.

Face à des réglementations de plus en plus nombreuses, changeantes, complexes et contraignantes, les entreprises doivent identifier de manière efficace les exigences légales applicables à leurs activités.

Grâce à son équipe de préventeurs expérimentés, Vidyas vous propose une plate-forme internet, l'**e-monitoring**, pour que vous puissiez:

- ✓ **disposer** en tout temps d'une base documentaire des réglementations
- ✓ **connaître** et **maîtriser** ces réglementations applicables aux activités de votre entreprise
- ✓ **identifier** et **suivre** les non-conformités de manière fiable et sûre
- ✓ **planifier** les actions de mise en conformité
- ✓ **suivre** et **pouvoir faire état de l'avancement** de ces plans d'actions

Rendez-vous sur : www.e-monitoring.be



Parc Scientifique Fleming
Fond des Més, 4
1348 Louvain-la-Neuve
Tél : 010 45 65 61
info@vidyas.be
www.vidyas.be



*La solution pour suivre l'évolution de la législation
en matière de Bien-Etre au travail, ...*